

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1565

Artikel: Coûts de la santé : entre improvisation et bricolage
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021430>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Entre improvisation et bricolage

L'arrivée de Pascal Couchepin promettait le salut à l'assurance maladie. En réalité, le Parlement avance à tâtons au risque de gâcher les espoirs de réforme.

Le départ de Ruth Dreifuss devait enfin permettre d'empoigner sérieusement le problème des coûts croissants de la santé. Et l'arrivée de l'énergique Pascal Couchepin était la garantie d'un rythme accéléré des réformes. C'est la même antienne que les bourgeois ont entonnée après la cinglante défaite de l'initiative socialiste «La santé à un prix abordable» le mois dernier.

En réalité, le Parlement patauge depuis bientôt trois ans. Et ni le «handicap» Dreifuss ni le «bonus» Couchepin n'y changent grand chose. Pour preuve, le bricolage et l'improvisation qui ont marqué la dernière session parlementaire.

La concurrence, le principe directeur qui doit enfin permettre de maîtriser la croissance des coûts de la santé? On en a déjà fait l'expérience avec les caisses: débauche publicitaire, opacité de l'offre, course aux bons risques et coûts élevés des transferts

d'assurés. Mais là où elle pourrait être vraiment efficace, le Parlement recule: pas question d'exiger des médecins qu'à efficacité égale, ils prescrivent des médicaments génériques.

Des réformes gâchées

Le salut doit venir de la fin de l'obligation faite aux assureurs de contracter avec tous les médecins établis. Les cantons détermineront pour chaque spécialité le nombre de praticiens nécessaires à la demande. Et chaque assurance devra traiter au minimum avec ces effectifs. Mais les cantons ont-ils les moyens de cette planification? On voit déjà poindre les magouilles et les approximations qui prévalent à la détermination de ces chiffres. Un bon point tout de même pour le Parlement: les assurances devront contracter avec les réseaux de santé (DP n° 1535 et 1558). Mais manque encore l'incitation pour que les assurés s'affilient à ces réseaux.

Après l'échec de l'initiative socialiste, les partis bourgeois ont reconnu la nécessité d'alléger les primes de la classe moyenne également. Pour atteindre l'objectif social fixé, les primes ne doivent pas dépasser une certaine proportion du revenu familial, 200 millions supplémentaires ont été libérés. Mais personne ne sait si l'enveloppe financière sera suffisante. Même flou en ce qui concerne les rabais consentis sur les primes des enfants: silence radio sur le financement et grande incertitude quant au cercle des bénéficiaires - arrosage généralisé ou aide ciblée en fonction du revenu.

Par contre, le Parlement n'a pas osé faire le pas de la «fédéralisation» de la médecine de pointe et de la planification des équipements lourds. Le projet retourne au Conseil des Etats. On comprend Pascal Couchepin qui envisage de laisser aux caisses maladie le soin d'annoncer cet automne les hausses de primes pour l'an prochain. *jd*

CFF

Des vidéos plutôt que des hommes

La vidéo va surveiller les trains régionaux romands. Efficace et silencieuse, elle va enrayer l'insécurité qui plane sur les omnibus, ces convois pour retraités, petits revenus - étrangers surtout - et adolescents en mal de permis de conduire. Il fallait rationaliser. La compétitivité était en jeu. On a supprimé des emplois, les contrôleurs les premiers. L'automatisation du service est devenue le gage de sa rentabilité, voire de sa survie. Les hommes coûtent trop chers. Bien sûr, il y a des nuisances: la resquille et le vandalisme. Mais leur prix est supportable. Celui de quelques vidéos et de cam-

pagnes de prévention ou de répression, aussi rares que spectaculaires. Les CFF comptent ainsi profiter systématiquement des progrès technologiques pour améliorer leurs prestations et la sécurité des usagers.

On pourrait parler de proximité et de liens sociaux sacrifiés au nom de la plus-value. On pourrait regretter la déshumanisation des services, publics et privés. Le guichet automatique est désormais électronique. La solitude est la même face au ticket blanc et bleu craché par un distributeur, sur Internet où se vendent les billets en ligne ou dans une gare régionale modu-

laire aseptisée. On pourrait crier au malaise dans la civilisation.

Or, le fédéralisme têtard du pays se moque de l'indignation naïve. Les transports régionaux sont de compétence cantonale. Les cantons se débattent avec des budgets capricieux. Pour la même raison, la Confédération voudrait limiter sa participation financière. Bref, la sauvegarde du service dépend de ressources déficitaires et de volontés aussi volatiles que partisans.

Les syndicats et les associations écologistes contestent ces analyses et ces mesures. Elles demandent le retour du personnel dans les trains régionaux, ainsi que le développement du réseau.

Au lieu de construire d'autres autoroutes, d'autres tunnels, il faudrait revitaliser les transports publics, notamment dans les zones périphériques et les agglomérations urbaines qui s'étendent à l'infini avec leur lot de goudron et de pollution.

Otages d'intérêts divergents, de solutions introuvables, de compromis boiteux, les trains circulent toujours. Au risque de transformer la nostalgie d'un lieu convivial en paranoïa d'un mal nécessaire qui délocaliserait les passagers vers la voiture à la barbe du *business plan* des CFF. Et il vaut mieux sourire, car on est filmé. *md*